

Audit – Bureau de Brest
260 rue Augustin Fresnel
BP 10053
29801 BREST CEDEX 9

Tel : +33(0)2 98 02 55 33

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale Ouest Atlantique

OGEC JAVOUHEY RIVE DROITE

Association loi 1901

Siège social : 4 rue du Rempart
29200 BREST

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/08/2025

OGEC JAVOUHEY RIVE DROITE

Association Loi 1901

Siège social : 4 rue du Rempart
29200 BREST

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/08/2025

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OGEC JAVOUHEY RIVE DROITE relatifs à l'exercice clos le 31/08/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuel » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/09/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-51 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

▪ **Evaluation des subventions**

L'annexe expose les conditions générales comptables appliquées aux méthodes d'évaluation et de comptabilisation des subventions d'investissement, notamment l'application du règlement ANC n°2018- 06.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre association, nous avons vérifié la correcte comptabilisation et séparation des exercices au niveau des subventions reçues. Nous avons réalisé des sondages à partir des justificatifs reçus des différents organismes. Nous avons validé les montants des subventions reçues et les montants des subventions à recevoir.

▪ **Evaluation des immobilisations et des créances**

L'annexe expose également les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des opérations suivantes :

- Evaluation des immobilisations
- Evaluation des créances

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus, et des informations fournies dans les notes de l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Brest, le 05 janvier 2026,

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO



Représentée par Monsieur Arnaud MOYON
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale Ouest Atlantique



ACTIF

		2023/2024	2024/2025		
		NET	Brut	Amortiss. Dépréc. (-)	NET
IMMOBILISE	Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	0	1 756	1 756	
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles	0	1 756	1 756	
	Terrains				
	Constructions et aménagements	8 342 446	21 381 440	13 197 108	8 184 331
	Installations techniques, matériel et outillage pédagogiques	262 556	2 559 264	2 340 453	218 811
	Mobilier et matériel de bureau	87 532	294 085	236 437	57 649
	Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	341 139	943 112	611 808	331 304
	Immobilisations corporelles en cours	201 547	18 026		18 026
	Avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles	9 235 219	25 195 927	16 385 806	8 810 121
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	2 287	2 359		2 359
	Prêts				
	Autres	22 542	22 542		22 542
CIRCULANT	Immobilisations financières	24 829	24 901		24 901
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE	9 260 048	25 222 583	16 387 562	8 835 021
	Stocks et en-Cours	15 162			
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	Clients (familles, usagers)	17 244	77 845	41 049	36 796
	Personnel et organismes sociaux	1 850	2 237		2 237
	Etat et autres collectivités publiques	203 487	143 402		143 402
	Fédérations, unions, associations affiliées				
	Autres	96 210	97 539		97 539
	Créances	318 791	321 024	41 049	279 976
	Placements : valeurs mobilières				
	Banques et assimilées	2 573 253	2 422 440		2 422 440
	Caisse	906	1 025		1 025
	Comptes financiers	2 574 159	2 423 465		2 423 465
	Charges constatées d'avance	116 452	115 610		115 610
	TOTAL ACTIF CIRCULANT	3 024 563	2 860 099	41 049	2 819 051
= TOTAL ACTIF		12 284 611	28 082 682	16 428 610	11 654 072

(1) voir détail dans l'annexe





PASSIF

2023/2024

2024/2025

FONDS PROPRES	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	1 218 129	1 218 129
	Fonds propres sans droit de reprise	1 218 129	1 218 129
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projets	6 208 049	6 208 049
	Autres		
	Réserves	6 208 049	6 208 049
FD	Report à nouveau	447 989	830 742
	Excédent ou déficit de l'exercice	382 753	-62 480
	Situation nette (sous-total)	8 256 921	8 194 441
	Subventions d'investissement	1 433 696	1 313 609
	Provisions règlementées et autres fonds propres		
	TOTAL FONDS PROPRES	9 690 617	9 508 049
	FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS	Provisions pour risques	10 375	12 025
	Provisions pour pensions et obligations similaires	145 291	144 465
	Autres provisions pour charges		
	TOTAL PROVISIONS	155 666	156 490
DETTES	Capital emprunté	1 904 306	1 544 016
	Autres emprunts et dettes financières	0	0
	Intérêts courus et concours bancaires	831	702
	Emprunts et dettes financières	1 905 137	1 544 718
	Avances et acomptes reçus	39 646	35 618
	Dettes sur immobilisations	204 758	110 259
	Fournisseurs et comptes rattachés	142 795	119 678
	Personnel et organismes sociaux	84 573	90 693
	Etat et autres collectivités publiques	2 940	21 540
	Clients (familles, usagers)	1 187	838
	Fédérations, unions, associations affiliées		
	Autres	6 006	18 036
	Autres dettes	442 259	361 044
	Produits constatés d'avance	51 286	48 152
	TOTAL DETTES	2 438 327	1 989 533
=	TOTAL PASSIF	12 284 611	11 654 072

Selon le règlement ANC 2018-06



05/12/2025



Produits d'exploitation	2023/2024	2024/2025
Cotisations		
Ventes de biens et services	2 170 279	2 153 064
• Ventes de biens	13 251	9 294
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
• Ventes de services	2 157 028	2 143 770
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs	2 581 544	2 499 349
• Concours publics et subventions d'exploitation	2 577 884	2 492 378
• Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
• Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
• Contributions financières	3 660	6 972
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	108 805	50 195
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	0	448
Total des produits d'exploitation	4 860 628	4 703 056

Charges d'exploitation	2023/2024	2024/2025
Achats de marchandises	7 036	1 110
Variation de stock	13 546	37 904
Autres achats et charges externes	1 891 786	1 969 016
Aides financières	7 465	2 824
Impôts, taxes et versements assimilés	137 807	139 315
Salaires et traitements	1 354 246	1 410 337
Charges sociales	483 569	520 724
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	873 434	913 558
Dotations aux provisions	1 200	1 650
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	174	18 794
Total des charges d'exploitation	4 770 265	5 015 232
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	90 363	-312 175

Opérations financières	2023/2024	2024/2025
Produits financiers de participation		
produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	34 233	40 525
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	34 233	40 525
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	16 676	14 295
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	16 676	14 295
RÉSULTAT FINANCIER	17 558	26 231
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	107 921	-285 945





Opérations exceptionnelles	2023/2024	2024/2025
Sur opérations de gestion	35 643	1 173
Sur opérations en capital	242 137	252 842
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels	277 781	254 015
Sur opérations de gestion	2 948	21 646
Sur opérations en capital		0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles	2 948	21 646
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	274 833	232 369
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives		8 904
RÉSULTAT NET COMPTABLE	382 753	-62 480

Selon le règlement ANC 2018-06

Contributions volontaires en nature	2023/2024	2024/2025
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Contributions reçues		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
Emplois des contributions reçues		





I. Informations générales

1 - Identification de l'association

L'association "Brest-Javouhey Rive Droite" a pour objet d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente. Elle peut à cet effet se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal (accueil, transport, hébergement, restauration, mise à disposition de locaux, etc.).

Elle porte notamment les activités suivantes : Maternelle ; Primaire ; Collège ; Lycée ; Ens. supérieur ;

Pour assurer ces activités, l'association s'appuie sur :

- Un ensemble de locaux mis à disposition gracieusement et représentant une surface totale de 16 826 m2
- 45 équivalents temps plein salariés
- 136 personnels enseignants mis à disposition par l'Etat

2 - Faits marquants de l'exercice

Néant

3 - Evènements postérieurs à la clôture

Néant

II. Principes, règles et méthodes comptables

1 - Durées et dates de l'exercice comptable

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/24 au 31/08/25.

2 - Référentiel comptable

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) publiée par la FNOGEC.

3 - Dérogations aux principes et méthodes comptables

Néant

4 - Changements comptables

Néant



23/12/2025



III. Notes sur le Bilan

1 - Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires (coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction).

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.
Les frais d'établissement sont comptabilisés directement en charges.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (cf. **Tableau n°1**).

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations. Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suit un plan d'amortissement qui lui est propre.

Taux d'amortissement habituellement pratiqués

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire
Structure (gros œuvre)	25 à 50 ans	2 à 4 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans	5 à 6,66 %
Installations générales et techniques	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Equipement de restauration	8 à 12 ans	8,33 à 12,5 %
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier scolaire	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 10 ans	10 à 33,33 %
Matériel de transport	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel informatique	2 à 5 ans	20 à 50 %
Matériel de reprographie	2 à 5 ans	20 à 50 %
Logiciels	2 à 3 ans	33,33 à 50 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (cf. **Tableau n°2**).

2 - Dépréciations d'éléments d'actif

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (cf. **Tableau n°3**).

Les dépréciations des créances, en particulier celles liées aux clients, ont été calculées en fonction du risque individuel de non recouvrement. Ce risque a été apprécié compte tenu des circonstances (présence de l'élève dans l'établissement, incidents de paiement constatés, etc.) et du principe de prudence.

3 - Échéance des créances et des dettes

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (cf. **Tableau n°4**).

4 - Évaluation des valeurs mobilières de placement

Un tableau des valeurs mobilières est joint si l'établissement dispose de VMP cotées (cf. **Tableau n°5** le cas échéant). En cas de moins-value latente, une dépréciation est constatée. La variation des dépréciations des VMP au cours de l'exercice figure dans le tableau des mouvements des dépréciations (cf. **Tableau n°3** le cas échéant).





5 - Fonds propres

La première application du règlement ANC n°2018-06 a conduit à enregistrer des changements de méthode comptable, ayant un impact sur le poste « Report à nouveau », visible dans les colonnes « Augmentations » et « Diminutions ».

Des précisions sur l'application rétrospective de cette nouvelle réglementation sont données dans les notes de l'annexe relatives aux postes concernés.

La première application du règlement ANC n°2018-06 a également généré des évolutions en termes de classement au sein des rubriques constituant le poste « Fonds propres » du bilan. Il s'agit de mouvements de poste à poste, sans impact sur le « Report à nouveau ».

Un tableau de variation des fonds propres est joint (cf. **Tableau n°6**).

6 - Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Un tableau de suivi des subventions d'investissement est joint (cf. **Tableau n°7**).

6 - Provisions

Engagements de retraite :

Le montant des engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite et de pension fait l'objet d'une comptabilisation en provision.

L'évaluation des engagements est effectué via une méthode actuarielle, en application de la convention collective EPNL section 9 et d'un coefficient d'actualisation de 3,20 %.

Autres provisions :

Néant

Un tableau des mouvements des provisions est joint (cf. **Tableau n°8**).

7 - Fonds dédiés

La partie des ressources (dons, subventions, etc.) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produits au cours des exercices suivants dans le compte « Utilisations des fonds dédiés » au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

Le montant global « Utilisations des fonds dédiés » comprend le montant des immobilisations acquises dans l'exercice et affectées à la réalisation d'un ou de plusieurs projets définis.

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint si l'association en fait état (cf. **Tableau n°9** le cas échéant).

8 - Passifs éventuels

Néant





IV. Notes sur le compte de résultat

1 - Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

L'adhésion à l'association ne nécessite pas le versement d'une cotisation.

2 - Information sur les concours publics et les subventions

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73. Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (cf. **Tableau n°10**).

3 - Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond à la somme des ventes de produits et marchandises, des prestations de services (participations des familles et participations publiques) et des produits des activités annexes en lien avec la formation initiale sous statut scolaire faisant l'objet d'un contrat avec l'Education Nationale.

4 - Effectif employé pendant l'exercice

L'effectif moyen salarié pendant l'exercice est évalué à :

- Cadres et agents de maîtrise : 19 salariés
- Employés : 43 salariés

5 - Rémunération des dirigeants

Conformément aux termes de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, cette information n'est pas fournie car elle conduirait indirectement à mentionner des éléments de rémunération individuels.

6 - Rattachement des charges et produits à l'exercice

Postes inclus au bilan	Montant (€)	Commentaire
Fournisseurs	8 704	Les charges à payer des fournisseurs sont majoritairement composées de factures non parvenues sur des prestations effectuées sur l'exercice. Celles des personnel et organismes sociaux sont constituées de charges sur salaires non versées à la clôture et de provisions (congrés payés notamment). Pour l'Etat et ses collectivités, il s'agit de charges sur salaires ou de subventions perçues d'avance.
Personnel et organismes sociaux	5 798	
Etat et collectivités		
Autres charges à payer	12 520	
Charges à payer	27 022	
Familles et usagers		Les produits à recevoir familles et usagers concernent des prestations effectuées sur l'année scolaire et non enregistrées à la clôture. Pour l'Etat et ses collectivités, il s'agit majoritairement de subventions justifiées sur l'exercice. Les autres produits à recevoir sont composés de régularisation des comptes sociaux ou des autres tiers.
Etat et collectivités		
Autres produits à recevoir	57 330	
Produits à recevoir	57 330	
Charges constatées d'avance	115 610	Il s'agit généralement de charges et produits affectés à l'année scolaire suivante : fournitures scolaires, abonnements, contrats de maintenance, etc.
Produits constatés d'avance	48 152	





7 - Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels sont détaillés par nature dans le compte de résultat. Il s'agit de régularisations individuellement non significatives, qui n'appellent aucun commentaire particulier.

8 - Autres produits et charges

Néant

V. Autres informations

1 - Informations sur les transactions avec les contreparties

Néant

2 - Engagement financiers donnés et reçus

Néant

3 - Engagements pris en matière de crédit-bail

Un tableau des engagements pris en matière de crédit-bail est joint si l'établissement en dispose (cf. **Tableau n°11** le cas échéant).

4 - Contributions volontaires en nature

Néant

5 - Autres informations significatives

Néant

6 - Honoraires des commissaires aux comptes

Ventilation des honoraires du 01/09/24 au 31/08/25.

TYPE DE PRESTATION	Valeur TTC
Certification des comptes	10 239,60 €
Autres prestations	- €
TOTAL GENERAL	10 239,60 €



23/12/2025



Tableau n°1 - Mouvements des immobilisations	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Réaffectations	Fin d'exercice
Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	18 886		17 131		1 756
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles	18 886		17 131		1 756
Terrains (y compris aménagements de terrains)					
Constructions et aménagements	20 872 559	320 191	12 857	201 547	21 381 440
Installations techniques, matériel et outillage pédag.	3 157 521	65 549	663 806		2 559 264
Mobilier et matériel de bureau	372 867	16 853	95 635		294 085
Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	1 078 425	49 622	184 935		943 112
Immobilisations corporelles en cours	201 547	18 026		-201 547	18 026
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles	25 682 919	470 240	957 233		25 195 927
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés	2 287	72			2 359
Prêts					
Autres	22 542				22 542
Immobilisations financières	24 829	72			24 901

Tableau n°2 - Mouvements des amortissements	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Réaffectations	Fin d'exercice
Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	18 886		17 131		1 756
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles	18 886		17 131		1 756
Terrains (y compris aménagements de terrains)					
Constructions et aménagements	12 530 113	679 852	12 857		13 197 108
Installations techniques, matériel et outillage pédag.	2 894 965	109 294	663 806		2 340 453
Mobilier et matériel de bureau	285 335	46 736	95 635		236 437
Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	737 287	59 456	184 935		611 808
Immobilisations corporelles	16 447 700	895 339	957 233		16 385 806

Tableau n°3 - Mouvements des dépréciations d'éléments d'actif	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
DEPRECIATIONS				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks et en-cours	22 743		22 743	
Comptes usagers (familles, élèves)	49 455	18 219	26 626	41 049
Autres créances				
Valeurs mobilières de placement				
Total	72 198	18 219	49 369	41 049
DOT.				
Dotations/reprises d'exploitation		18 219	49 369	
Dotations/reprises financières				
Dotations/reprises exceptionnelles				





Tableau n°4a - Etat des échéances des créances	Montant brut	≤ 1 an	> 1 an
Participations et créances rattachées			
Autres titres immobilisés	2 359		2 359
Prêts			
Autres	22 542		22 542
Créances de l'actif immobilisé	24 901		24 901
Créances clients (familles, usagers)	77 845	77 845	
Créances personnel et organismes sociaux	2 237	2 237	
Créances Etat et autres collectivités publiques	143 402	143 402	
Autres créances	97 539	97 539	
Créances de l'actif circulant	321 024	321 024	
TOTAL CREANCES	345 925	321 024	24 901

Tableau n°4b - Etat des échéances des dettes	Montant brut	≤ 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Sûretés réelles consenties
Capital emprunté	1 544 016	345 904	878 555	319 557	
Autres emprunts et dettes assimilées	0			0	
Intérêts courus et concours bancaires	702	702			
Dettes financières	1 544 718	346 606	878 555	319 557	
Dettes fournisseurs	229 937	229 937			
Dettes personnel et organismes sociaux	90 693	90 693			
Dettes Etat et autres collectivités publiques	21 540	21 540			
Autres dettes	18 874	18 874			
Autres dettes	361 044	361 044			
TOTAL DETTES	1 905 762	707 650	878 555	319 557	

Tableau n°5 - Valeurs mobilières de placement	Valeur comptable	Valeur de marché	+/- value latente
VMP n°1 (à préciser)			
VMP n°2			
VMP n°3			
VMP n°4			
VMP n°5			
VMP n°6			
VMP n°7			
VMP n°8			
VMP n°9			
VMP n°10			

Les éventuelles dépréciations des VMP sont constatées au tableau n°3



Tableau n°6 - Variation des fonds propres		Début d'ex.	Affect. résultat	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
FONDS PROPRES	Fonds propres statutaires					
	Fonds propres complémentaires	1 218 129				1 218 129
	Fonds propres sans droit de reprise	1 218 129				1 218 129
	Fonds propres statutaires					
	Fonds propres complémentaires					
	Fonds associatifs avec droit de reprise					
	Réserves statutaires ou contractuelles					
	Réserves pour projets	6 208 049				6 208 049
	Autres					
	Réserves	6 208 049				6 208 049
	Report à nouveau	447 989	382 753			830 742
	Excédent ou déficit de l'exercice	382 753	-382 753		62 480	-62 480
SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)		8 256 921			62 480	8 194 441
Subventions d'investissement		1 433 696		82 870	202 956	1 313 609
Provisions règlementées et autres fonds propres						
= TOTAL FONDS PROPRES		9 690 617		82 870	265 437	9 508 049

Tableau n°7 - Mouvements des subventions d'investissement		Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
SUBV.	Subventions d'investissement Région	5 941 387	70 894		6 012 281
	Subventions d'investissement Département	550 988			550 988
	Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	230 906			230 906
	Autres subventions d'investissement	0	11 976		11 976
	Total subventions d'investissement	6 723 281	82 870		6 806 151
AMORT.	Subventions d'investissement Région virées au résultat	4 679 992	157 643		4 837 635
	Subventions d'investissement Département virées au résultat	405 655	30 591		436 246
	Taxe d'apprentissage affectée aux équipements virée au résultat	203 939	9 268		213 207
	Autres subventions d'investissement virées au résultat	0			0
	Total subventions d'investissement virées au résultat	5 289 586	197 502		5 487 088

		A l'ouverture	Impact changement méthode ANC 2018-06	
Tableau n°7 bis - Retraitement des subventions d'investissement		Montant nominal global (cptes 1026 et 1036)	Montant nominal global (cptes 131)	Montant restant à virer au résultat (cptes 131-139)
Subv. d'invest. affectées à des biens renouvelables				

Tableau n°8 - Mouvements des provisions		Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
PROV.	Provisions pour risques	10 375	1 650		12 025
	Provisions pour pensions et obligations similaires	145 291		826	144 465
	Autres provisions pour charges				
	Total	155 666	1 650	826	156 490
DOT.	Dotations/reprises d'exploitation		1 650	826	
	Dotations/reprises financières				
	Dotations/reprises exceptionnelles				





Tableau n°9 - Mouvements des Fonds dédiés	Montant initial	Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice	Augmentations: reports	Diminutions: utilisations en cours d'exercice	Fonds restant à utiliser à la clôture	Dont projets sans dépense depuis 2 ans ou plus
Subventions d'exploit.						
Contrib. financières						
Legs/donations						
TOTAL						

Tableau n°10 - Détail des concours publics et subventions	2023/2024	2024/2025
Aides à l'emploi et au développement des compétences		
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales en LETP	23 292	58 025
Financement des formations par apprentissage	107 561	160 340
Forfait d'externat Etat	752 191	726 906
Forfait d'externat Région	890 827	834 956
Forfait d'externat Département	225 959	210 050
Forfait d'externat Communes et groupements de communes	436 824	431 037
Forfaits d'externat	2 305 802	2 202 948
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue	107 561	160 340
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
Autres concours publics	-107 561	-160 340
Sous-total concours publics	2 436 655	2 421 313
Subventions Etat	8 551	8 381
Subventions Région	22 705	10 137
Subventions Département	8 082	10 775
Subventions Communes et groupements de communes	25 092	41 241
Subventions issues de programmes de l'Union Européenne	76 800	530
Autres subventions d'exploitation	0	0
Reports de subventions		
Sous-total subventions d'exploitation	141 229	71 064
TOTAL CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	2 577 884	2 492 378

Tableau n°11 - Engagements pris en matière de crédit-bail	Redevances payées	
	2024/2025	Cumulées
Immobilier		
Matériels et équipements		
Autres immobilisations		
TOTAL		

	Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	≤ 1 an	> 1an et ≤ 5ans	> 5 ans	Cumulées
Immobilier				
Matériels et équipements				
Autres immobilisations				
TOTAL				

Comparaison de coûts si acquisition en plein propriété	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements	Valeur nette
		2024/2025	Cumulées
Immobilier			
Matériels et équipements			
Autres immobilisations			
TOTAL			

